

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article2973>

Londres s'éloigne de Paris sur l'Europe de la Défense

- Défense - International -



Date de mise en ligne : lundi 13 novembre 2006

Spyworld Actu

La Grande-Bretagne refuse de participer au programme de recherche intégrée sur la défense. Michèle Alliot-Marie va s'en plaindre aujourd'hui à Bruxelles.

PARIS ET LONDRES ne s'entendent plus sur l'Europe de la Défense. La France reproche à la Grande-Bretagne de ne plus jouer le jeu de cette politique stratégique pour l'avenir de l'Union. Le ministre français Michèle Alliot-Marie compte s'en plaindre, aujourd'hui à Bruxelles, lors d'une réunion de travail avec ses collègues européens.

« Sans le soutien de la Grande-Bretagne, l'Europe de la défense ne signifie plus grand-chose », se désole un diplomate français. Contre toute attente, la Grande-Bretagne a décidé de ne pas participer au premier programme de recherche intégrée sur la défense, doté d'un budget de départ de 53 millions d'euros. Il s'agit de trouver des moyens techniques performants afin de protéger les soldats en terrain urbain hostile. Dix-sept pays de l'UE y participent dont la France et l'Allemagne. Paris et Berlin ont respectivement investi 12 millions et 10 millions d'euros ; Varsovie y affectera 10 millions. Ce fonds sera géré par l'Agence européenne de la Défense, basée à Bruxelles et dirigée par le Britannique Nick Witney.

Obstruction

Malgré un retour sur investissement attendu d'ici à trois ans, Londres a décliné l'offre. « Nous avons déjà les techniques qu'il faut pour protéger nos hommes en Irak », ont répondu les Britanniques, privant leurs collègues de leur savoir-faire et de leur appui financier. « Le ministère de la Défense (MOD) refuse d'investir dans un projet qui lui échappe », explique-t-on. À Bruxelles, Nick Witney a cherché, en vain, à convaincre ses anciens collègues du MOD, à Londres. « Le fait que l'Agence soit dirigée par un Britannique ne suffit pas à convaincre un ministère très conservateur, qui se méfie de tout ce qui est bruxellois », résume un diplomate.

La Grande-Bretagne a aussi refusé de participer au prochain défi de l'Agence : la création d'un logiciel radio européen, censé permettre des communications « protégées » entre armées européennes. Ce programme doté pour l'instant de 100 millions d'euros intéresse la France, la Finlande, l'Italie, l'Espagne et la Suède. Londres rechigne à doter l'Agence européenne de défense de crédits substantiels pour les trois années à venir. Discuté aujourd'hui, le budget de l'Agence devrait atteindre 23 millions d'euros en 2007, 27 millions d'euros en 2008 et 29 millions en 2009. Pour donner un signal « politique fort », la France aurait voulu un budget plus généreux, en augmentation de 10 millions sur trois ans. Mais Londres fait obstruction. « Ce qui se passe donne un avant-goût de ce que sera l'après-Blair avec Gordon Brown ou Davis Cameron », redoute un diplomate européen. Plusieurs États membres, dont la France, soupçonnent la Grande-Bretagne de vouloir « tuer dans l'oeuf » l'Europe de la défense issue des accords conclus en 1998 entre Paris et Londres.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/internationa...>